

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je remarque que le député a parlé des pièces de rechange plutôt que des automobiles neuves. Quant à savoir si mon ministère a été consulté, je me renseignerai volontiers.

M. Kempling: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si la question des prix des pièces de rechange d'automobiles a été abordée lors des négociations avec les fabricants sur le blocage des prix des automobiles pour 1973?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dirai au député que cette question pourrait possiblement être inscrite au *Feuilleton* ou étudiée au moment de l'ajournement.

* * *

LES AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LA POSITION DES PROVINCES QUANT À L'IMPOSITION D'UN CONTRÔLE DES PRIX ET DES REVENUS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le très honorable premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si, lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, des premiers ministres provinciaux ont manifesté leur intention de contester du point de vue de la Constitution, la compétence du gouvernement fédéral si jamais ce dernier manifestait l'intention d'établir une politique de contrôle des prix et des revenus?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Pas que je me souviens, monsieur l'Orateur. Je ne voudrais pas être placé dans la situation d'affirmer la position constitutionnelle définitive de toutes les provinces, mais je ne me souviens d'aucune opposition bruyante sur cette question.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, étant donné qu'au moins trois ou quatre premiers ministres provinciaux ont déclaré publiquement et en termes non équivoques immédiatement après la conférence, et certains d'entre eux même depuis, qu'ils ne disputeraient certainement pas la compétence au gouvernement fédéral, je me demande si le premier ministre pourrait se rappeler s'il y a eu discussion sur ce sujet en particulier et, dans l'affirmative, en informer la Chambre?

M. Trudeau: La question a en effet été soulevée, et certaines provinces ont de leur propre chef émis l'opinion qu'elles ne s'opposeraient pas à une action du gouvernement fédéral dans ce domaine. J'ai simplement répondu à la question précédente en disant que je ne pouvais parler pour toutes les provinces, car je ne crois pas qu'elles aient toutes exprimé leur opinion sur cette question. Je me permets d'ajouter qu'il ne s'agissait pas là du véritable sujet de dispute, si je puis m'exprimer ainsi. Ce dont on a discuté, ce n'est pas tellement de la constitutionnalité des mesures, mais de la question de savoir si elles donneraient des résultats, et sur ce point, il a semblé y avoir un fort sentiment qu'elles n'en donneraient pas.

[M. Kempling.]

L'AGRICULTURE

LE RISQUE DE PÉNURIE DE DENRÉES ALIMENTAIRES—LA POSITION DU CANADA LORS DES PROCHAINES NÉGOCIATIONS DU GATT

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Étant donné la situation mondiale et qu'il devient évident qu'il va y avoir pénurie de produits alimentaires, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles décisions et initiatives il va prendre au nom du Canada lors des prochaines négociations commerciales dans le cadre du GATT et peut-il dire à la Chambre si son ministère a réfléchi à la politique qu'il va suivre?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord dire que je suis plus optimiste que le député au sujet de l'approvisionnement mondial en grain, etc. Les rapports au sujet des récoltes de l'URSS indiquent une augmentation de 12 p. 100 de la production de grain cette année et les États-Unis prévoient une augmentation très importante de leur production de grain et de soja. Nos agents discutent de ces questions au GATT, mais, j'estime qu'il me serait impossible pour le moment de dire exactement à quel point ils en sont ou ce qu'ils font.

LES INTENTIONS DU CANADA QUANT À UN NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR LES GRAINS—DEMANDE D'EXPLICATION MINISTERIELLE

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il va faire bientôt une déclaration à l'appel des motions pour informer la Chambre si le gouvernement va essayer de conclure un autre accord international sur les grains vu la nécessité des approvisionnements en grains et que ce genre d'accord doit être étudié dans un certain climat? Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est prêt à le faire?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les représentants de tous les niveaux de chaque gouvernement intéressé ont discuté de cela lors d'une réunion de l'OCDE à Paris, il y a quelque temps. C'est une question qui préoccupe notre gouvernement comme bien d'autres gouvernements; ce genre de programme devrait faire l'objet de négociations. Nous l'examinons très soigneusement, mais je ne peux dire quand je serais prêt à faire une déclaration à la Chambre car je pars cet après-midi même pour Charlottetown, et de là je me rendrai à Calgary. Si vous savez patienter jusqu'à mon retour, je pourrai peut-être faire une déclaration.

LA FARINE DE SOYA—LES PRIX AU CANADA ET AUX É.-U.—DEMANDE D'ALIGNEMENT

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le ministre essaiera-t-il de faire aligner le prix de la farine de soja au Canada sur celui pratiqué aux États-Unis, de manière à ce que nos producteurs canadiens n'aient pas à subir un tel désavantage, si l'on songe que la farine de soja utilisée comme supplément protéique coûte à nos producteurs canadiens deux fois plus cher que ce que doivent payer les producteurs américains?

● (1450)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le prix de cette protéine présente une très